



Avec le soutien des organisations étudiantes UNEF et Solidaires Etudiants

JOURNÉE D'ACTION NATIONALE FONCTION PUBLIQUE

10 octobre 2017 en Isère

APPEL À LA GRÈVE ET À LA MANIFESTATION

Départ 14h du campus – Parvis de l'amphi Weil

Dans le cadre de l'appel national de l'ensemble des syndicats de la Fonction Publique, **toutes les organisations syndicales de l'Enseignement supérieur et de la Recherche publique du site grenoblois appellent les personnels à arrêter le travail le 10 octobre 2017 et à participer très nombreux à la manifestation** qui partira, une fois n'est pas coutume, du campus de Saint Martin d'Hères.

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, les mesures négatives s'accumulent pour les agent.e.s de la Fonction Publique : gel de la valeur du point indice (rappelons que de 2010 à août 2017, le point d'indice a décroché d'environ 8% par rapport à l'inflation), rétablissement de la journée de carence et 120.000 suppressions d'emplois programmées dans la Fonction Publique.

Contrairement à l'engagement d'Emmanuel Macron dans le cadre de sa campagne présidentielle : "J'augmenterai votre pouvoir d'achat, comme celui des salariés des entreprises : vous paierez moins de cotisations et votre salaire net sera augmenté d'autant", la hausse de la CSG se traduira au mieux par une simple compensation indemnitaire pour les agent.e.s de la Fonction Publique et encore même pas pour les nouveaux entrants !

Toutes ces mesures vont **impacter fortement et négativement le pouvoir d'achat** de plus de 5,4 millions d'agent·e·s public·que·s et **fragiliser les services rendus aux usagers.**

Dans l'Enseignement Supérieur

La situation de nos établissements est déjà très alarmante. Depuis plusieurs années, les « plans de retour à l'équilibre » (PRE) se succèdent, à Grenoble-INP, à l'UGA. Cela aboutit à des dizaines de postes « gelés », à la baisse du nombre d'heures d'enseignement, à des groupes de TD surchargés, à des services administratifs au bord de l'asphyxie et à une forte précarisation des emplois !

Ces mesures mettent en péril les conditions dans lesquelles nous assumons nos missions : depuis 2013, les effectifs des étudiants sont en forte hausse alors que les effectifs des personnels enseignants, enseignants-chercheurs et administratifs baissent ! Comment accueillir correctement les étudiants, comment faire avancer la recherche dans tous les domaines pour maintenir un niveau de qualité et d'attractivité suffisant quand, de plus, le gouvernement prévoit la suppression de postes ?

**Comme toutes et tous les agent.e.s de la Fonction Publique,
nous exigeons d'être respecté.e.s par notre employeur : l'État.
Nous demandons une réelle reconnaissance du travail,
des missions et de notre engagement professionnel
par une augmentation du pouvoir d'achat et la revalorisation des carrières,
et d'avoir les moyens humains et financiers nécessaires
pour assumer nos missions de service public dans de bonnes conditions !**